

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.675/2
DU 7 JUIN 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 10 mai 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Dans un avis donné le 6 juillet 2009 sur le projet examiné, l'Inspecteur des Finances faisait observer que :

« De adviezen van de gemachtigden van Financiën aangesteld bij het IRE en het SCK zijn absoluut onontbeerlijk om de impact op de federale staatsbegroting te kennen van deze ontwerpen.

Deze gemachtigden werden precies aangesteld omdat ze over de vereiste kennis en het vertrouwen van de bevoegde voogdijministers beschikken »¹.

Il ne ressort pas du dossier transmis au Conseil d'État que ces avis complémentaires auraient été demandés.

Si ce n'est chose faite, l'auteur du projet veillera à obtenir ces avis et à les mentionner au préambule.

¹ Une observation similaire figurait déjà dans l'avis que cite le préambule du projet examiné, à savoir l'avis donné le 20 avril 2007 par l'Inspecteur des Finances à propos du même projet d'arrêté.

2. Le projet examiné puise son fondement juridique notamment dans l'article 17*bis* de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (ci-après dénommée : la loi du 15 avril 1994).

Selon cet article 17*bis*, les mesures à arrêter par le Roi doivent être prises « sur proposition » de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

Il ne ressort pas du dossier transmis au Conseil d'État que l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire aurait formulé pareille proposition.

Interrogé sur la question, le délégué de la ministre signale que le texte concerné a été préparé à tous les stades de son élaboration en concertation avec l'Agence et que celle-ci, qui est un parastatal de catégorie C, fait, conformément à l'article 24 de la loi du 15 avril 1994, des propositions aux ministres dont elle relève au sujet des mesures que le Roi impose en vertu de cette loi.

Il conviendrait donc de viser, au titre de proposition émanant de l'Agence, le courrier par lequel le directeur général de celle-ci a transmis à la Ministre de l'Intérieur le projet d'arrêté examiné.

Observations générales

1. Le projet puise principalement son fondement légal dans l'article 17*bis*, deuxième tiret, de la loi du 15 avril 1994.

Cette disposition a été insérée dans cette loi par l'article 6 de la loi du 30 mars 2011 modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (ci-après dénommée : la loi du 30 mars 2011).

Conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 30 mars 2011, son article 6, et donc l'article 17*bis*, deuxième tiret, de la loi du 15 avril 1994, entrera seulement en vigueur le premier jour du dix-huitième mois qui suit la publication de cette loi au *Moniteur belge*, c'est-à-dire le 1^{er} octobre 2012, sauf si le Roi, en vertu de l'article 18, § 2, de la même loi, fixe une date d'entrée en vigueur anticipée de cette disposition.

Selon l'article 16 du projet examiné, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge.

En application de l'article 18, § 2, de la loi du 30 mars 2011, il convient donc de compléter le projet par une disposition ayant pour objet de faire entrer en vigueur l'article 6 de la loi du 30 mars 2011 à la même date que celle prévue pour l'entrée en vigueur du projet examiné afin que le projet examiné et son fondement légal entrent en vigueur concomitamment.

2. Le projet trouve aussi un fondement légal dans l'article 17*bis*, 1^{er} tiret, de la loi du 15 avril 1994.

Cette disposition a été insérée dans cette loi par l'article 12 de la loi du 2 avril 2003 modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et réglant le transfert de certains agents du Service de la Sûreté de l'État dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Conformément à l'article 20, alinéa 3, de la loi du 2 avril 2003, précitée, cette disposition n'est pas encore en vigueur puisqu'aucun arrêté royal fixant sa date d'entrée en vigueur n'a à ce jour été adopté.

Il convient donc de compléter le projet par une disposition ayant pour objet de faire entrer en vigueur l'article 12 de la loi du 30 mars 2011 à la même date que celle prévue pour l'entrée en vigueur du projet examiné afin que le projet examiné et son fondement légal entrent en vigueur concomitamment.

3. À plusieurs reprises, le projet prévoit que l'agence est habilitée à émettre des recommandations relatives à la mise en œuvre de certaines dispositions de l'arrêté ². Le statut juridique de ces recommandations n'est pas défini par l'arrêté en projet. Il en va *mutatis mutandis* de même pour les « consignes de sécurité » visées à l'article 3, § 13.

² Voir par exemple les articles 3, § 12, et 11 du projet.

Si l'intention était de rendre ces diverses recommandations et consignes obligatoires pour leurs destinataires, elles auraient alors un caractère réglementaire et devraient être adoptées sous la forme d'arrêtés réglementaires. En ce cas, la compétence de les adopter devrait être confiée au ministre ou, éventuellement, à l'agence si ces règles devaient seulement avoir une portée limitée, précise et complète et qu'elles ne concerneraient que des mesures purement administratives, essentiellement techniques, ne requérant aucun choix politique ³.

4. Le texte en projet prévoit à plusieurs reprises que des actes seront posés « en collaboration avec d'autres autorités compétentes » ⁴ mais il ne précise pas de quelles autorités il s'agit : ou bien ces autorités sont connues et il faut les identifier ou bien elles ne sont pas connues et les dispositions concernées sont inutiles.

Le projet doit être revu en conséquence.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, les lois des 2 avril 2003 et 30 mars 2011 doivent seulement être identifiées par leur date et pas par leur intitulé complet.

2. La loi visée à l'alinéa 2 du préambule ne procure aucun fondement juridique au projet.

³ La section de législation a souvent rappelé que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes publics ou à leurs organes est difficilement compatible avec les principes généraux du droit public belge, en ce qu'elle porte atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et échappe à tout contrôle parlementaire direct. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État. L'attribution de pouvoirs réglementaires à un organisme de droit public ou à un de ses organes n'est justifiée que si la compétence ainsi attribuée est limitée et à ce point technique que l'on puisse considérer que l'organisme ou l'organe concerné qui devra appliquer la réglementation en question est le mieux placé pour mettre celle-ci au point en connaissance de cause et, le cas échéant, avec la promptitude voulue, ainsi que pour exercer la compétence ainsi déléguée.

⁴ Par exemple, voir les articles 3, § 12, 6, § 1^{er}, alinéa 2, ou 7, § 1^{er}, du projet.

Conformément à l'observation générale 2, cet alinéa sera remplacé par un nouvel alinéa 2 du préambule visant l'article 20, alinéa 3, de la loi du 2 avril 2003 précitée modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et réglant le transfert de certains agents du Service de la Sûreté de l'État dans le domaine de l'énergie nucléaire.

3. Conformément à l'observation générale 1, il faut viser, dans un alinéa 3 nouveau, l'article 18, § 2, de la loi du 30 mars 2011.

4. À l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, il faut aussi mentionner l'avis donné le 6 juillet 2009. Il est renvoyé pour le surplus à l'observation 1 formulée sur les formalités préalables.

5. À l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, il résulte du dossier transmis au Conseil d'État que la date de l'accord visée à cet alinéa doit être remplacée par celle, plus récente, du 28 avril 2011.

6. À l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, il faut écrire « en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

Dispositif

Article 3

1. Au paragraphe 2, la portée juridique de la dernière phrase n'apparaît pas : spécialement, les mots « la responsabilité du transport » sont imprécis et la Belgique n'est en tout état de cause pas compétente pour imposer des obligations en termes de responsabilité à des opérateurs étrangers pour des opérations qui ne se dérouleraient pas sur le territoire belge.

La disposition doit être clarifiée.

2. Au paragraphe 8, il conviendrait de déterminer le niveau d'habilitation requis.

Article 8

Au paragraphe 7, il ne peut pas être admis, eu égard aux impératifs de sécurité qui fondent le projet, que des modifications qui ont une incidence significative sur le système de protection physique d'une installation puissent être considérées comme agréées en l'absence de réponse de l'agence dans le délai de trois mois. Il convient qu'un contrôle effectif sur ces modifications soit prévu, contrôle débouchant sur une décision explicite de l'agence.

La même observation vaut pour l'article 9, § 7.

Article 13

Au paragraphe 2, la dernière phrase doit être adaptée : il ne revient pas au Roi d'interférer dans les suites que le « Parquet » (il faut écrire : « le procureur du Roi dans le ressort duquel les matières nucléaires ont été trouvées ») entendra réserver à l'information qui lui sera donnée. Ce que prévoit cette phrase va de toute façon de soi.

Article 14

1. Au paragraphe 1^{er}, dans la mesure où les termes « toute personne » concernent également des particuliers, il paraît excessif de leur imposer d'avertir l'exploitant ou le délégué à la protection physique ; dans ce cas, avertir les services de police devrait être suffisant.

2. Une observation similaire vaut pour le paragraphe 2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.675/2
VAN 7 JUNI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 10 mei 2011 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. In een advies van 6 juli 2009 over het onderzochte ontwerp heeft de inspecteur van Financiën het volgende opgemerkt:

“De adviezen van de gemachtigden van Financiën aangesteld bij het IRE en het SCK zijn absoluut onontbeerlijk om de impact op de federale staatsbegroting te kennen van deze ontwerpen.

Deze gemachtigden werden precies aangesteld omdat ze over de vereiste kennis en het vertrouwen van de bevoegde voogdijministers beschikken”¹.

Uit het aan de Raad van State overgezonden dossier blijkt niet dat deze bijkomende adviezen zouden zijn aangevraagd.

Indien dit nog niet is geschied, dient de steller van het ontwerp er voor te zorgen dat deze adviezen verkregen worden en in de aanhef vermeld worden.

¹ Een soortgelijke opmerking is reeds geformuleerd in het advies dat in de aanhef van het thans voorliggende ontwerp wordt vermeld, namelijk het advies dat de inspecteur van Financiën op 20 april 2007 gegeven heeft met betrekking tot hetzelfde ontwerpbesluit.

2. Het onderzochte ontwerp ontleent zijn rechtsgrond inzonderheid aan artikel 17*bis* van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (hierna te noemen: de wet van 15 april 1994).

Volgens dat artikel 17*bis*, behoren de maatregelen die door de Koning genomen moeten worden, vastgesteld te worden "op voorstel van" het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

Uit het dossier dat aan de Raad van State is bezorgd, blijkt niet dat het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle zo'n voorstel heeft geformuleerd.

De gemachtigde van de Minister heeft in dat verband verklaard dat de betrokken tekst in elke ontwerpfase voorbereid is in overleg met het Agentschap en dat dit Agentschap, dat een parastatale instelling van categorie C is, overeenkomstig artikel 24 van de wet van 15 april 1994 voorstellen (doet) aan de ministers onder wie het ressorteert aangaande maatregelen die de Koning krachtens deze wet oplegt.

Bij wijze van voorstel van het Agentschap zou melding moeten worden gemaakt van de brief waarmee de directeur-generaal van het Agentschap aan de minister van Binnenlandse Zaken het thans voorliggende ontwerpbesluit heeft overgelegd.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond in hoofdzaak aan artikel 17*bis*, tweede streepje, van de wet van 15 april 1994.

Die bepaling is in die wet ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 30 maart 2011 tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen (hierna te noemen: de wet van 30 maart 2011).

Overeenkomstig artikel 18, § 1, vierde lid, van de wet van 30 maart 2011, treedt artikel 6 ervan, en dus artikel 17*bis*, tweede streepje, van de wet van 15 april 1994, eerst in werking op de eerste dag van de achttiende maand na die waarin deze wet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, dit wil zeggen op 1 oktober 2012, behalve indien de Koning, krachtens artikel 18, § 2, van dezelfde wet, bepaalt dat deze bepaling op een daaraan voorafgaande datum in werking treedt.

Volgens artikel 16 van het voorliggende ontwerp treedt dit artikel in werking op de eerste dag van de zesde maand na die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Met toepassing van artikel 18, § 2, van de wet van 30 maart 2011 dient het ontwerp dus te worden aangevuld met een bepaling die ertoe strekt artikel 6 van de wet van 30 maart 2011 in werking te laten treden op dezelfde datum als die welke is bepaald voor de inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp, opdat het voorliggende ontwerp en de rechtsgrond ervan tegelijkertijd in werking treden.

2. Het ontwerp ontleent eveneens een rechtsgrond aan artikel 17bis, 1^{ste} streepje, van de wet van 15 april 1994.

Deze bepaling is in de wet ingevoegd bij artikel 12 van de wet van 2 april 2003 tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot regeling van de overdracht van sommige personeelsleden van de Dienst Veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie.

Overeenkomstig artikel 20, derde lid, van de voornoemde wet van 2 april 2003 is deze bepaling nog niet van kracht, aangezien tot op heden nog geen enkel koninklijk besluit is uitgevaardigd waarbij de datum van inwerkingtreding van dat artikel wordt bepaald.

Het ontwerp moet derhalve worden aangevuld met een bepaling die ertoe strekt artikel 12 van de wet van 30 maart 2011 in werking te doen treden op dezelfde datum als de datum die bepaald is voor de inwerkingtreding van het thans voorliggende ontwerp, zodat het thans voorliggende ontwerp en de rechtsgrond ervan tegelijkertijd in werking treden.

3. Meermaals wordt in het ontwerp bepaald dat het agentschap gemachtigd is om aanbevelingen op te stellen met betrekking tot de uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit². Het juridisch statuut van die aanbevelingen wordt door het ontworpen besluit niet nader bepaald. Hetzelfde geldt, *mutatis mutandis*, ook voor de "beveiligingsinstructies" waarvan sprake in artikel 3, § 13.

² Zie bijvoorbeeld de artikelen 3, § 12, en 11 van het ontwerp.

Die verschillende aanbevelingen en instructies zijn van reglementaire aard, wanneer de adressaten ervan deze verplicht in acht dienen te nemen, in welk geval deze dan ook moeten worden vastgesteld in de vorm van verordeningsbesluiten. In dat geval zou de bevoegdheid om deze vast te stellen moeten worden toevertrouwd aan de minister, of eventueel aan het agentschap als die regels alleen een beperkte, welbepaalde en volledige draagwijdte hebben en het daarbij alleen gaat om louter bestuurlijke en in hoofdzaak technische maatregelen waarvoor geen enkele beleidskeuze vereist is³.

4. In de ontworpen tekst wordt meermaals bepaald dat er handelingen zullen worden gesteld “in samenwerking met andere bevoegde autoriteiten”⁴, maar daarbij wordt niet gepreciseerd over welke autoriteiten het gaat: ofwel zijn deze autoriteiten bekend en dienen deze ook nader bepaald te worden, ofwel zijn deze niet bekend en dan zijn de desbetreffende bepalingen zinloos.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid moeten de wetten van 2 april 2003 en die van 30 maart 2011 alleen met de datum en niet met het volledige opschrift ervan worden aangegeven.

2. De wet die vermeld wordt in het tweede lid van de aanhef vormt geen rechtsgrond voor het ontwerp.

³ De afdeling Wetgeving heeft er meermaals aan herinnerd dat het toekennen van reglementaire bevoegdheden aan openbare instellingen of organen ervan, moeilijk in overeenstemming te brengen valt met de algemene principes van het Belgisch publiek recht, aangezien erdoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en terzake iedere rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking en de preventieve controle van de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Het toekennen van verordenende bevoegdheden aan een openbare instelling of een orgaan ervan valt enkel te billijken indien de aldus toegekende bevoegdheid een beperkte draagwijdte heeft en van een zodanig technische aard is dat ervan mag worden uitgegaan dat de betrokken instelling of het betrokken orgaan, die de desbetreffende reglementering zullen moeten toepassen, het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken en, in voorkomend geval, met de vereiste spoed, nader uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.

⁴ Zie bijvoorbeeld de artikelen 3, § 12, 6, § 1, tweede lid, of 7, § 1, van het ontwerp.

Overeenkomstig algemene opmerking 2, dient dit lid vervangen te worden door een nieuw tweede lid van de aanhef waarin verwezen wordt naar artikel 20, derde lid, van de voornoemde wet van 2 april 2003 tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspuitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en tot regeling van de overdracht van sommige personeelsleden van de Dienst Veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie.

3. Overeenkomstig algemene opmerking 1 moet in een nieuw derde lid verwezen worden naar artikel 18, § 2, van de wet van 30 maart 2011.

4. In het derde lid, dat het vierde lid wordt, moet eveneens melding worden gemaakt van het advies dat op 6 juli 2009 is gegeven. Er wordt voor het overige verwezen naar opmerking 1 die geformuleerd is met betrekking tot de voorafgaande vormvereisten.

5. Wat het vierde lid betreft, dat het vijfde lid wordt, is uit het dossier dat aan de Raad van State is overgelegd gebleken dat de datum van de akkoordbevinding waarvan sprake in dat lid, vervangen moet worden door de meer recente datum van 28 april 2011.

6. In het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, schrijve men “met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

Dispositief

Artikel 3

1. In paragraaf 2 is de juridische draagwijdte van de laatste zin onduidelijk: inzonderheid de woorden “de verantwoordelijkheid voor het vervoer” zijn vaag en België is hoe dan ook niet bevoegd om verplichtingen inzake verantwoordelijkheid op te leggen aan buitenlandse operatoren voor operaties die niet op het Belgische grondgebied plaatshebben.

De bepaling moet worden verduidelijkt.

2. In paragraaf 8 dient het vereiste machtigingsniveau nader te worden bepaald.

Artikel 8

In paragraaf 7 kan, in het licht van de veiligheidsvereisten die aan het ontwerp ten grondslag liggen, niet worden toegestaan dat wijzigingen die een significante invloed hebben op het fysiek beveiligingssysteem van een installatie beschouwd worden als zijnde erkend bij het uitblijven van een antwoord van het agentschap binnen een termijn van drie maanden. Er behoort te worden voorzien in een daadwerkelijke controle op die wijzigingen, waarna het agentschap zich uitdrukkelijk daarover dient uit te spreken.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, § 7.

Artikel 13

In paragraaf 2 dient de laatste zin te worden aangepast: het staat niet aan de Koning om op te treden wat betreft het gevolg dat het “Parket” (men leze: “de procureur des Konings in wiens rechtsgebied kernmateriaal gevonden is”) zal geven aan de informatie die deze ontvangt. Wat in die zin wordt bepaald, spreekt hoe dan ook vanzelf.

Artikel 14

1. Voor zover de woorden “ieder persoon” eveneens betrekking hebben op particulieren, lijkt het in paragraaf 1 overdreven om deze te verplichten de exploitant of de afgevaardigde voor de fysieke beveiliging te verwittigen; in dat geval zou het reeds voldoende moeten zijn om de politiediensten te verwittigen.

2. Een soortgelijke opmerking geldt voor paragraaf 2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS